

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	58	22

N° de la séance : 77

Objet de la délibération : Direction des
Ressources Humaines - Règlement des
astreintes et indemnités - Actualisation

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.148

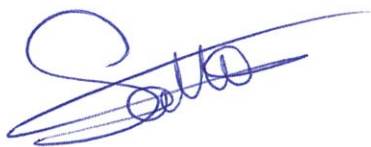
Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 9 JUIL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUIL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie-Rose BENASSAYAG, Jean-Bernard MION à Jean-Pierre DERMIT, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur POMA,

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale (Journal officiel du 17 juillet 2001),

Vu le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (Journal officiel du 8 février 2002),

Vu le décret n°2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur (Journal officiel du 8 février 2002),

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale (Journal officiel du 27 mai 2005),

Vu le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (Journal officiel du 16 avril 2015),

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (Journal officiel du 16 avril 2015),

Vu l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur (Journal officiel du 11 novembre 2015),

Vu la circulaire n°NOR/MCT/B/05/10009/C du 15 juillet 2005 du Ministère de l'Intérieur relative à la mise en œuvre de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences des agents territoriaux,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.193 du 12 avril 2021 portant sur l'actualisation du règlement des astreintes et indemnité d'intervention,

Vu l'avis du Comité Technique réuni en date du 7 juin 2021,

1 Le contexte légal

En application de l'article 5 du décret n°2011-623 du 12 juillet 2001, l'organe délibérant d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public en relevant, peut déterminer, après avis du Comité technique, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

En contrepartie, un dispositif d'indemnisation ou de compensation est organisé par référence aux modalités et aux taux applicables aux services de l'Etat comme suit :

- Pour les agents relevant des filières autres que la filière technique par référence au décret n°2005-542 du 19 mai 2005 et à l'arrêté du 3 novembre 2015,
- Pour les agents relevant de la filière technique par référence au décret n°2015-415 du 14 avril 2015 et un arrêté du même jour, qui constituent le nouveau fondement de l'indemnisation des agents du ministère du développement durable et du logement.

2 Définitions

2-1 Astreinte et intervention

Elle s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanent et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

2-2 Permanence

Elle correspond à l'obligation faite de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou en un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou un jour férié.

2-3 Distinction entre 3 types d'astreintes pour la filière technique

- Astreinte d'exploitation : situation de l'agent tenu pour la nécessité du service de demeurer soit à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir,
- Astreinte de sécurité : situation d'un agent appelé à participer à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise),
- Astreinte de décision : situation d'un personnel d'encadrement pouvant être joint par l'autorité territoriale, en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

3 Les cas de recours aux astreintes pour la CASA

L'assemblée délibérante doit déterminer les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Aussi, dès le 3 mars 2003 la CASA avait délibéré pour adopter l'indemnité d'astreinte comme mode de rémunération des permanences à domicile uniquement pour certains cadres d'emplois, en vue de répondre aux nécessités de service la nuit, le dimanche, et les jours fériés.

Le 26 juillet 2004 une nouvelle délibération relative aux indemnités d'astreinte venait compléter la première en ouvrant l'octroi à tous les grades dès lors que les personnes étaient effectivement sollicitées pour :

- Effectuer des missions de logistique ou de maintenance des bâtiments ;
- Répondre aux situations de risque ou aux besoins d'intervention en cas d'alerte, de crise ou d'accidents dans des domaines de compétence des services.

Le 3 mars 2005 une délibération est venue préciser la nature des emplois concernés par ces indemnités et les modalités de versement selon qu'il s'agisse des personnels de la filière technique ou des personnels relevant des autres filières.

Les 23 décembre 2011 et 18 mars 2013, deux délibérations sont venues compléter la nature des emplois concernés par ces indemnités et les modalités de versement selon qu'il s'agisse des personnels de la filière technique ou des personnels relevant des autres filières.

Le 30 juin 2014 une délibération actualisait les modalités d'utilisation des astreintes, notamment pour celles relatives à la prise de décision et instaurait la possibilité de recourir aux permanences.

Le 21 décembre 2015, une délibération est venue modifier les modalités d'indemnisation des astreintes de agents de la filière technique, suite à la parution du décret n°2015-415 du 14 avril 2015 en modifiant les taux et en instaurant une indemnité d'intervention pour les agents non éligibles à l'IHTS.

Les 19 décembre 2016, 26 juin 2017, 18 décembre 2017, 9 avril 2018, 1^{er} avril, 16 décembre 2019 et 12 avril 2021, des délibérations sont venues préciser les situations prévues à la CASA et les emplois / directions concernés par les astreintes.

Compte tenu de l'actualisation des modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes au sein des services de la Direction Exploitation Envinet et de la Direction Etudes et Stratégies Envinet, il convient d'actualiser pour ces directions les emplois concernés pour le versement pour l'attribution et la compensation des permanences et des astreintes.

Modalités d'application :

Les situations prévues à la CASA	Emplois et directions concernées	Modalités
Interventions en cas d'incident, de panne, de problème technique ou commercial sur le réseau Envibus	DRE *Contrôleurs *Responsables de service *Responsable d'unité	Astreintes d'exploitation Filière technique ou non technique ou astreinte de décision (par roulement selon planification)
Interventions et veille continue 24h/24 sur le bon fonctionnement du service TAD, auprès des prestataires et des usagers	*Responsable de service *Responsable d'unité	1 agent par semaine par roulement en astreinte d'exploitation ou hors technique
Interventions en dehors des horaires de travail de l'agent afin d'assurer la continuité du service publique (intervention en cas de problème avec les caisses)	*Régisseurs principal et suppléant	Astreintes hors filière technique de nuit ou samedi (par rotation) INDEMNITE

<p>Interventions en cas d'incidents sur les bâtiments communautaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Mise en sécurité après effraction, sinistre, dégâts collatéraux ↳ Protection des personnes ↳ Fermeture provisoire des locaux ↳ Etablissement d'un périmètre de protection ↳ Démarches auprès des concessionnaires et des services de secours ou de police 	<p style="text-align: center;">DAB</p> <p>*Personnels encadrants</p> <p>*Personnels d'exploitation</p>	<p>Planning par semaine complète :</p> <p>1 agent par semaine en astreinte de décision (roulement sur les 4 semaines)</p> <p>1 agent par semaine en astreinte d'exploitation (différent des personnels encadrants, roulement sur les 4 semaines)</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Intervention en cas d'incidents sur les activités de service liées au ramassage des déchets ménagers (OM, encombrants...) et aux déchetteries communautaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> ↳ Divers accidents (moyens humains et roulants) ↳ Pannes mécaniques sur les moyens roulants, ↳ Réorganisation du travail (en cas d'intempéries, d'absences importantes de personnel, de pannes multiples sur les moyens roulants...) ↳ Vandalisme, vol et intrusion dans les bâtiments communautaires affectés à la gestion des déchets (déchetteries, Centre Technique) 	<p style="text-align: center;">DEE-DESE</p> <p>* Les deux Directeurs et les deux Responsables de service, Adjoints au directeur,</p> <p>*le responsable du service Aménagements, travaux, suivi des prestataires de collecte</p> <p>* Personnels de l'unité mécanique</p>	<p>Planning par semaine complète :</p> <p>astreinte d'exploitation : 1 agent par semaine par roulement/ répartition entre les 5 agents</p> <p>1 agent par week-end et/ou jours fériés</p> <p>INDEMNITE</p>

Interventions en cas d'incidents et de pannes du réseau informatique des médiathèques ...	<p align="center">DSIN</p> <p>*Personnel encadrant</p> <p>*Personnel d'exploitation</p>	<p>1 astreinte de décision par semaine, 1 agent par roulement</p> <p>1 astreinte d'exploitation par semaine, 1 agent par roulement</p> <p>INDEMNITE</p>
Interventions dans le cadre du pôle d'échange TCSP (pendant la durée des travaux)	<p align="center">DAMDT</p> <p>* Direction</p>	<p>1 astreinte de décision par semaine, 1 agent par roulement</p> <p>INDEMNITE</p>
Astreintes liées à la mobilisation des compétences de la direction de la communication dans le cadre de l'organisation d'évènements, de manifestations...	<p align="center">DIRECTION COMMUNICATION</p> <p>*Personnels relevant de la direction</p>	<p>1 astreinte hors filière technique ou une astreinte d'exploitation par semaine, 1 agent par roulement</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Astreintes liées à la prise de décision nécessaire dans le cadre de la continuité des services et/ou aux missions de communication</p> <p>Interventions liées au maintien de la sécurité et de la sûreté des biens et du public en réalisant des opérations en amont, pendant et à l'issue des épisodes orageux :</p> <p>↳ Alerte météo, mise en sécurité du matériel et des</p>	<p align="center">DIRECTION GEMAPI/EAU PLUVIALE</p> <p>*Directrice</p> <p>*Responsables de service (en cas d'absence de la Directrice)</p> <p>* Personnel encadrant</p> <p>* Personnel d'exploitation</p>	<p>1 astreinte de décision par semaine par roulement</p> <p>1 astreinte d'exploitation dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde :</p> <p>3 agents d'exploitation par semaine par roulement de janvier à mai,</p> <p>Ou</p> <p>2 agents d'exploitation</p>

<p>agents,</p> <p>↳ Débouchage d'avaloirs, dégagement de herses, mise en sécurité de routes, déblaiements,</p> <p>↳ Interventions en période de pré-alerte inondation, contrôle des « points durs », ouverture des grilles d'eaux pluviales,</p> <p>↳ Interventions lors des inondations, fermetures de routes,</p> <p>↳ Gestion des casses de réseaux, rejets polluants, curages,</p> <p>↳ Participation au suivi de la qualité des eaux de baignade d'Antibes Juan-les-Pins en été (via une convention)</p>	<p>* Responsables</p>	<p>par semaine par roulement selon de juin à août</p> <p>Ou</p> <p>5 agents d'exploitation par semaine par roulement de septembre à décembre</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Interventions liées aux objectifs et missions suivantes :</p> <p>↳ Réceptionner les appels téléphoniques des communes, gestionnaires...,</p> <p>↳ Analyse sur site et au besoin déclencher des interventions ou réquisitionner les moyens nécessaires via les marchés à bons de commande (locations d'engins, curage...)</p> <p>↳ Observations de terrain pendant et après les événements météorologiques majeurs dans le but d'éventuels travaux</p>	<p>* Personnel encadrant</p> <p>* Personnel d'exploitation</p>	<p>1 astreinte d'exploitation, 1 agent par semaine par roulement</p> <p>INDEMNITE</p> <p>Astreintes de sécurité selon les moyens humains nécessaires en cas de gestion de pré-crise ou de crise,</p>

<p>ultérieurs</p> <p>↳ Sécurisation des chantiers, gestion de la circulation, éviter les situations accidentogènes</p> <p>↳ Contrôle d'infractions sur les cours d'eau et ouvrages hydrauliques</p> <p>↳ Suivi de l'évolution des situations orageuses à risques, analyse des données transmises, transmission aux équipes de terrain, rapport d'évènement pour prise de décision</p> <p>Interventions liées à la mobilisation des agents dans le cadre du plan communal de sauvegarde.</p>		<p>Nombre d'agents mobilisés en fonction du niveau de la crise</p> <p>INDEMNITE</p> <p>Il est à noter que les astreintes d'exploitation et de sécurité ne sont pas cumulables. Les agents assurant les deux types d'astreintes sur la même période percevront l'astreinte la plus avantageuse.</p>
<p>Décisions en cas désordre et/ou de situations accidentogènes dans le cadre de la gestion et l'entretien des voiries et la réalisation d'opération de travaux impactant la circulation routière.</p> <p>Interventions en cas désordre et/ou de situations accidentogènes dans le cadre de la gestion et l'entretien des voiries.</p> <p>Interventions en cas désordre et/ou de situations accidentogènes dans le cadre de la réalisation d'opération de travaux impactant la circulation routière.</p>	<p>DIRECTION VOIRIE et GRANDS PROJETS</p> <p>* Directeur</p> <p>* Adjoint au Directeur (si directeur empêché)</p> <p>* Personnel d'exploitation</p> <p>*Personnel d'exploitation</p>	<p>1 astreinte de décision par semaine</p> <p>1 astreinte d'exploitation voirie, 1 agent par roulement sur 3 semaines</p> <p>1 astreinte d'exploitation grand projet, 1 agent par roulement sur 2 semaines</p> <p>INDEMNITE</p>

	DIRECTION ASSAINISSEMENT	
<p>Prise de décisions nécessaires dans le cadre de la coordination des astreintes afin de maintenir la continuité des services de la direction</p> <p>Intervention en cas d'incidents sur les canalisations et installations d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désobstruction de réseau bouché, - Nettoyage de sous sols, vallons, réseaux d'eaux pluviales suite à débordements - Opérations de nettoyage suite à inondations - Dépannage de station de pompage (remise en service suite à défaut, réparations,...) - Réparation de réseau cassé, - Remise en place de la signalisation routière sur chantier en cours (suite vent, vol, dégradation,...) - Prise de contact et demande d'interventions auprès des prestataires ou délégataires. 	<p>* Responsables</p> <p>* Personnel encadrant</p> <p>* Personnel d'exploitation</p>	<p>1 astreinte de décision par semaine par roulement</p> <p>Service d'exploitation des stations de pompage : Astreinte d'exploitation 3 agents par semaine par roulement : -1 responsable, - 2 agents d'exploitation</p> <p>Service d'exploitation des réseaux / Service d'Autosurveillance et traitement des eaux usées : Astreinte d'exploitation 5 agents du Littoral et Moyen Pays par semaine par roulement: -1 responsable, -1 agent d'exploitation chauffeur poids lourds (camion hydrocureur), - 3 agents d'exploitation</p> <p>1 astreinte d'exploitation Haut Pays : 1 agent par semaine par roulement : -1 agent d'exploitation</p> <p>Service Etudes et travaux : Astreinte d'exploitation 2 agents d'exploitation par semaine par roulement</p> <p>INDEMNITE</p>

<p>Astreintes liées à la prise de décision nécessaire dans le cadre de la continuité des services et/ou aux missions de communication</p> <p>Interventions en cas d'incidents sur les canalisations d'eau potable : fuite, non conformités d'un réservoir ou d'une source, intempéries mettant en péril une source ou un réservoir.</p>	<p>DIRECTION EAU POTABLE</p> <p>* Responsables * Techniciens</p> <p>* Personnel encadrant</p> <p>* Personnel d'exploitation</p>	<p>1 astreinte de décision par semaine par roulement</p> <p>Service qualité et production – unité opérationnelle : Astreinte d'exploitation 2 agents par semaine par roulement : -1 responsable -1 agent d'exploitation</p> <p>INDEMNITE</p>
<p>Astreintes liées à la prise de décision nécessaire dans le cadre de la continuité des services et/ou aux missions de communication</p>	<p>Autres : Directions / DGA</p> <p>*Directeur Général Adjoint</p> <p>* Directeur</p> <p>* Directeur adjoint /Adjoint au Directeur</p>	<p><u>Astreintes de décision :</u></p> <p>Astreintes liées à la prise de décision des personnels encadrants des filières techniques et non techniques :</p> <p>- Astreintes de décision pour la filière technique, - Astreintes sans distinction pour les autres filières</p> <p>INDEMNITE</p>

4 Les modalités de compensation des astreintes communautaires

Ces périodes pourront être effectuées par des agents titulaires ou contractuels, des filières techniques ou autres.

A cet effet, les agents disposent éventuellement de téléphones portables.

Trois fiches de déclaration des astreintes, à l'usage des directions, sont mises en ligne sur le portail intranet :

- Fiche astreinte technique de décision
- Fiche astreinte technique d'exploitation ou de sécurité
- Fiche astreinte hors filière technique

Les règles de compensations sont les suivantes et sont appelées à être réévaluées en fonction de l'évolution des textes réglementaires :

- Les astreintes font l'objet soit d'une rémunération, soit d'une récupération,
- Seuls les agents logés en sont exclus,
- Le décret opère une distinction entre les indemnités versées aux agents de la filière technique pour lesquels les taux applicables sont fixés par un arrêté du 14 avril 2015, et celles versées aux autres agents, qui sont définies par l'arrêté du 3 novembre 2015.

4-1 Toutes les filières hors technique

a- Astreinte

	Indemnité d'astreinte*		Repos compensateur
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	149,48 €	ou	1 journée ½
Du Lundi matin au Vendredi soir	45 €		½ journée
Du Vendredi soir au Lundi matin	109,28 €		1 journée
Samedi	34,85 €		½ journée
Dimanche ou jour férié	43,38 €		½ journée
Une nuit de semaine	10,05 €		2 heures

b- Interventions : lorsque l'agent se déplace et intervient en plus de l'astreinte

Période d'intervention	Indemnité d'intervention*		Repos compensateur
Nuit	24 € / h	ou	125 % du temps d'intervention
Jour de semaine	16 € / h		110 % du temps d'intervention
Samedi	20 € / h		110 % du temps d'intervention
Dimanche ou jour férié (journée)	32 € / h		125 % du temps d'intervention

4-2 Filière technique :

En application du décret n° 2015-415 du 14 avril 2015, les personnels appelés à participer à une période d'astreinte peuvent bénéficier :

- D'une indemnité dite « **astreinte d'exploitation** » compensant l'obligation de demeurer, soit au domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir ;
- D'une indemnité dite « **astreinte de sécurité** » compensant la participation des agents à un plan d'intervention dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (pré-crise ou crise) ;
- D'une indemnité dite « **astreinte de décision** » en faveur des personnels d'encadrement pouvant être joints directement par l'autorité territoriale.
-

a - Astreintes d'exploitation

	Indemnité d'astreinte*
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	159,20 €
Nuit entre le lundi et le samedi ou suivant un jour de récupération	10,75 € si astreinte supérieure à 10h 8,60 € si astreinte fractionnée égale ou inférieure à 10h
Week-end du vendredi soir après le service au lundi matin	116,20 €
Samedi ou journée de récupération	37,40 €
Dimanche ou jour férié	46,55 €

b - Astreintes de sécurité

	Indemnité d'astreinte*
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	149,48 €
Nuit entre le lundi et le samedi ou suivant un jour de récupération	10,05 € si astreinte supérieure à 10h 8,08 € si astreinte fractionnée égale ou inférieure à 10h
Week-end du vendredi soir après le service au lundi matin	109,28 €
Samedi ou journée de récupération	34,85 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €

c - Astreintes de décision

	Indemnité d'astreinte*
Semaine complète (lundi soir après service au lundi matin à la reprise du service)	121,00 €
Nuit entre le lundi et le samedi ou suivant un jour de récupération	10 €
Week-end du vendredi soir après le service au lundi matin	76,00 €
Samedi ou journée de récupération	25,00 €
Dimanche ou jour férié	34,85 €

d - Indemnisation des interventions

L'intervention accomplie pendant une période d'astreinte est considérée comme un temps de travail effectif :

- pour les agents des catégories B et C l'indemnisation se fait dans le cadre de la réglementation relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

- pour les catégories A, l'indemnisation se fait selon le régime suivant :

	Taux d'indemnité*	ou	Repos compensateur
Nuit	22 € / h		150 % du temps d'intervention
Samedi	22 € / h		125 % du temps d'intervention
Dimanche et jour férié	22 € / h		200 % du temps d'intervention
Jour de semaine	16 € / h		-
Repos imposé par l'organisation collective du travail	-		125 % du temps d'intervention

Précisions :

Concernant les astreintes couvrant les jours de pont obligatoires déterminés par la Collectivité chaque année, une astreinte couvrant une journée de récupération (taux 37,40 € ou 25,00€ selon type d'astreinte) sera versée à l'agent en plus d'une éventuelle semaine d'astreinte couvrant les nuits et week-end.

*Tous les taux sont susceptibles d'être modifiés en fonction de l'évolution de la réglementation.

Dans le cadre des astreintes les directions doivent communiquer les plannings aux personnels concernés au minimum 15 jours avant le début de l'astreinte.

5 Les cas de recours aux permanences

Les situations prévues à la CASA	Emplois et directions concernées	Modalités
Permanences liées à la présence nécessaire de cadre sur les stands, foire salons et toutes manifestations auxquelles la CASA participe	Toutes les Directions	Permanences des personnels encadrants des filières techniques et non techniques

Les permanences peuvent donner lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

Jour de permanence	Personnels techniques	Autres personnels	
		La journée	La demi-journée
Samedi	112,20 € la journée	45 €	22,50 €
Dimanche et jour férié	139,65 € la journée	76 €	38 €

6 Mise à jour automatique des montants

L'ensemble des montants des indemnités indiquées sont communiqués en l'état actuel des textes et de la réglementation. Ces derniers seront mis à jour au fur et à mesure de leur évolution réglementaire et seront appliqués conformément aux modalités d'octroi prévues ci-dessus.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter l'actualisation des modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes au sein des services de la Direction Exploitation Environnement et de la Direction Etudes et Stratégie Environnement,
- de prévoir les crédits nécessaires à ces modifications.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'adopter l'actualisation des modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes au sein des services de la Direction Exploitation Environnement et de la Direction Etudes et Stratégie Environnement,
- de prévoir les crédits nécessaires à ces modifications.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_148
Nature : DE - Deliberations
Objet : Règlement des astreintes et indemnités - Actualisation
Matière : 4.5 - Regime indemnitaire

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Zjz9JIC

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_148-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_148
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 5
Objet : Règlement des astreintes et indemnités - Actualisation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_148-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N